

Communiqué de presse commun

Suite aux interpellations de parents d'élèves le lundi 19 et mardi 20 mars aux portes d'écoles de Belleville, la directrice de l'école maternelle Rampal (19e) a été convoquée le vendredi 23 mars comme témoin au commissariat du 19e arrondissement... et retenue en garde à vue toute la journée !

Le rectorat de Paris a cru bon de déclarer que, l'affaire s'étant déroulée " hors de l'école et du temps scolaire ... Si la directrice a commis un délit ; le rectorat n'a ni à la soutenir ni à la protéger. C'est une citoyenne comme les autres. Elle doit assumer les conséquences de ses actes."

Alors que, de par la loi, l'État doit protection à ses fonctionnaires, ses représentants académiques font le contraire ; alors qu'il demande aux enseignants d'assurer la sécurité des élèves aux abords des écoles, l'État les désavoue lorsqu'ils assument cette mission.

Les syndicats parisiens FSU (SNUipp, SNES, SNUEP...), SUD-éducation, FO, SGEN-Cfdt, CNT, UNSA, CGT, et la FCPE, ainsi que le RESF, appellent à un rassemblement

devant le siège du Rectorat de Paris, à la Sorbonne

(47, rue des Ecoles, Paris 5ème),

lundi 26 mars 2007 à 18h00

pour exprimer leur totale indignation, dénoncer cette détention arbitraire, et exiger l'arrêt des poursuites engagées.

Cette escalade dans la répression contre les familles sans-papiers, et les citoyens, enseignants et parents d'élèves qui les soutiennent doit cesser !

Paris, le 24 mars 2007